

### 3. Facteur clé: la transparence

Le paiement des impôts est de plus en plus étroitement lié à la responsabilité des entreprises en matière de politique financière et sociale. Ces dernières font donc, d'une part, face au défi de présenter l'entier de leur contribution au financement étatique de manière correcte. D'autre part, ils doivent veiller par une bonne communication à ce que cette transparence, par ailleurs positive, soit également perçue par le public. Dans ce cadre, PwC a développé une méthode appelée «Tax Transparency Framework» qui contient également le concept TTC. Cette méthode permet aux entreprises d'obtenir de manière facilitée une image intégrale et complète de leur situation fiscale. Avec cette approche, il est possible pour une entreprise de rendre publique les contributions fiscales totales payées par cette dernière ainsi que d'autres informations fiscales, mais également de présenter ces informations de manière compréhensible, de les comparer et de les évaluer.

### 4. Evaluation sous l'angle de l'économie politique

La présente étude TTC montre que les contributions liées à la plupart des impôts et taxes sont restées stables ou ont même augmenté malgré la crise. En comparaison avec la dernière publication TTC en 2009, seul l'impôt sur le bénéfice, qui dépend fortement de l'évolution conjoncturelle, a diminué chez les entreprises ayant participé aux deux études. Cette baisse résulte en particulier des contributions fiscales du secteur financier qui ont clairement diminué. Les contributions provenant de l'impôt fédéral direct de toutes les entreprises sises en Suisse s'élèvent à 8.4 milliards de francs en 2011 et sont plus élevées que les années précédentes: les contributions se montaient en 2007 – soit avant la crise financière et économique – à 6.9 milliards de francs.

L'évolution des recettes fiscales et le fait que la Suisse ait comparativement bien géré la crise démontre que la politique fiscale suisse a été relativement attractive ces dernières années. Bien que l'implantation d'entreprises en Suisse dépende de plusieurs facteurs, il n'en demeure pas moins que la politique fiscale joue un rôle particulier en Suisse, pays pauvre en matières premières et disposant d'un petit marché intérieur. Ceci est d'autant plus vrai que la Suisse dispose d'une économie très développée et fortement orientée vers l'étranger. Dès lors les grandes entreprises actives au niveau international, qu'elles soient suisses ou étrangères sont d'une grande importance sur le plan économique et fiscal.

La politique devrait à l'avenir continuer à prendre en compte les besoins et la grande diversité de l'économie suisse. La Suisse dispose actuellement d'une bonne combinaison de divers domaines concurrentiels: lors de la crise, les difficultés subies par le secteur financier ont pu être partiellement compensées par d'autres domaines (comme par exemple le domaine pharmaceutique/chimique ou l'industrie horlogère).

Ces dernières années, suite à la crise financière et à la crise de la dette, la critique des autres pays à l'égard de la politique fiscale suisse est devenue plus forte. Alors que l'UE critique les régimes fiscaux cantonaux en les désignant comme une aide d'Etat illégale, le débat au niveau international tourne en particulier autour de la transparence et l'échange d'informations fiscales. Ces défis ainsi que la lutte des entreprises suisses contre le franc fort et la crise de la dette montrent clairement que des mesures de renforcement de la place financière suisse sont nécessaires. Les politiques devraient par conséquent mettre en œuvre le plus rapidement possible et de manière prioritaire la réforme des entreprises III afin de défendre la place financière suisse et empêcher la fuite de substrat fiscal vers l'étranger.

### A votre disposition

Pour toutes vos questions et renseignements complémentaires nous restons volontairement à votre disposition:

**PwC**  
Dr. Markus R. Neuhaus  
Président du conseil d'administration  
Tel. +41 58 792 40 00  
markus.neuhaus@ch.pwc.com

Armin Marti  
Associé  
Tel. +41 58 792 43 43  
armin.marti@ch.pwc.com

Dr. Laurenz Schneider  
Directeur  
Tel. +41 58 792 59 38  
laurenz.schneider@ch.pwc.com

**economiesuisse**  
Dr. Pascal Gentinetta  
Président de la direction  
Tel. +41 44 421 35 35  
pascal.gentinetta@economiesuisse.ch

Urs Furrer  
Membre de la direction  
Tel. +41 44 421 35 35  
urs.furrer@economiesuisse.ch

Dr. Frank Marty  
Responsable suppléant  
finances et impôts  
Tel. +41 44 421 35 84  
frank.marty@economiesuisse.ch

Cette étude explique combien d'impôts sont contribués et encaissés pour l'Etat par des entreprises Suisse de taille significative. Et elle démontre leur rôle important pour le financement de l'Etat.



economiesuisse

# Total Tax Contribution

Ou le rôle important des entreprises Suisses comme contribuables aussi en tant qu'encaisseur d'impôts pour l'Etat.

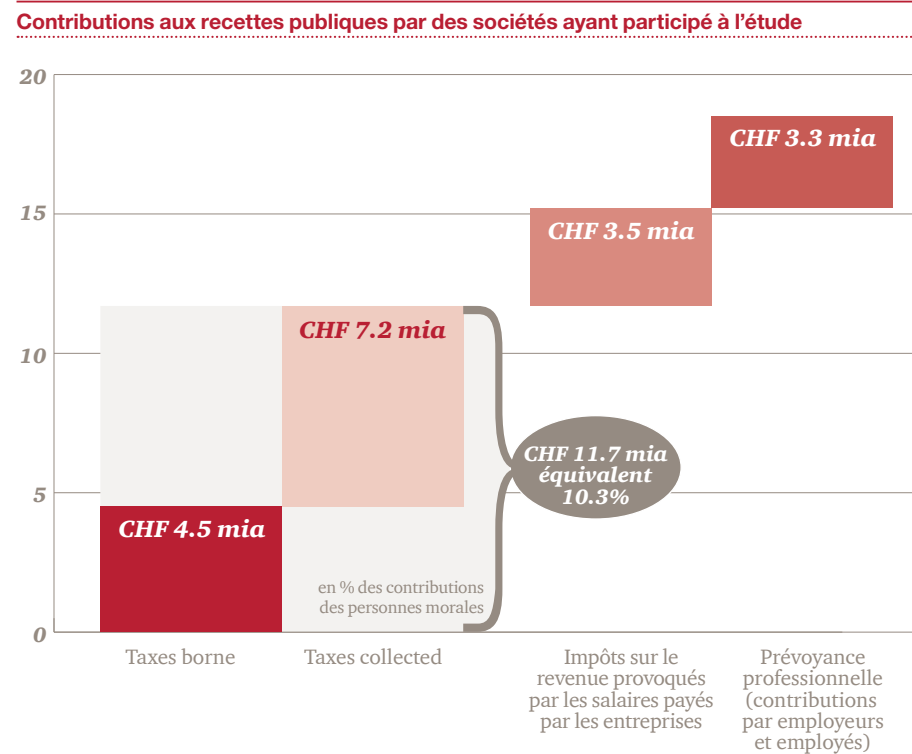


# Total Tax Contribution

## 1. Concept de la TTC

Le concept de la contribution fiscale totale (Total Tax Contribution, ci-après «TTC») est une vision fiscale globale qui fournit une image claire de la charge fiscale globale effective des entreprises. Ce concept, qui est appliqué partout dans le monde, permet de comparer dans les différents pays les paiements d'impôts avec les chiffres clés correspondants – sans prendre en compte la complexité des systèmes fiscaux de chaque pays.

Le concept TTC met l'accent sur les impôts réellement versés et distingue entre les Taxes Borne et les Taxes collected. Les Taxes borne représentent les impôts supportés par l'entreprise elle-même en tant que sujet fiscal et qui ont une influence sur le bénéfice après impôts (p. ex l'impôt sur le bénéfice et le capital, la contribution de l'employeur à la sécurité sociale). Les Taxes collected sont les impôts payés par des tiers mais encaissés par la société pour le compte de l'Etat et reversés par la suite à ce dernier (p. ex l'impôt anticipé, l'impôt à la source, la contribution des employés à la sécurité sociale, etc.). Ce sont des éléments purement transitoires et qui n'influencent d'aucune manière le résultat de l'entreprise. La société assume cependant les charges administratives ainsi que les risques d'erreur. La Total Tax Contribution (TTC) correspond à la somme des Taxes borne et des Taxes collected; la TTC couvre ainsi tous les impôts payés par une société au cours d'un exercice commercial. Le taux d'imposition total (Total Tax Rate, ci-après «TTR») mesure la charge fiscale globale effective d'une société et compare la somme de TOUTES les Taxes borne avec le bénéfice avant déduction de ces dernières.



Tant les Taxes borne que les Taxes collected peuvent être divisées en sous-catégories, appelées les 5 P: Profit – impôts basés sur le bénéfice; Property – impôts prélevés sur la propriété et le transfert de propriété d'actifs; People – impôts prélevés en relation avec les employés; Product – impôts qui sont acquittés sur la production, la vente et l'utilisation de biens et services et leur échange; Planet – les taxes environnementales.

## 2. Résultats et effet surprise

On reproche souvent aux personnes morales de payer trop peu d'impôts en raison d'optimisations fiscales. La réalité est cependant toute autre. Environ 56% des recettes publiques, y compris les

assurances sociales, proviennent des entreprises et presque la moitié est supportée par les entreprises elles-mêmes. Le reste est encaissé pour le compte de l'Etat.

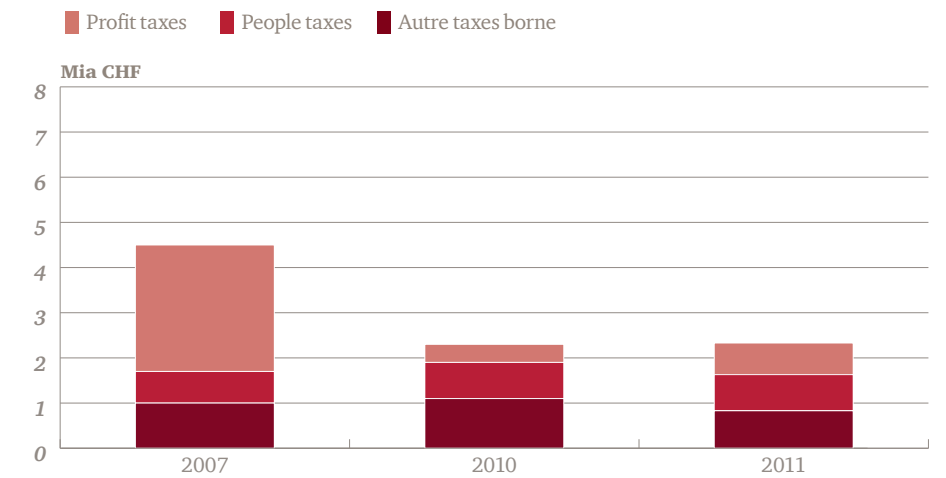
57 entreprises de taille significative ont pris part à l'étude TTC, ce qui représente 121 sociétés sur les 282'000 sociétés de capitaux en Suisse, soit moins de 0.1%. Les entreprises ayant participé à l'étude supportent néanmoins environ 4% des impôts totaux des sociétés de capitaux en Suisse. De plus, elles n'encaissent pas moins de 6.4% des impôts totaux que les sociétés de capitaux prélèvent pour le compte de l'Etat. Au total, 10.3% des impôts versés à la Confédération Suisse proviennent des personnes morales ayant participé à l'étude. En plus, les participants contribuent, avec le paiement des salaires, 3.1 % des recettes fiscales

Suisses. En termes absolus, les contributions fiscales totales (y compris les cotisations de sécurité sociale) des sociétés ayant participé à l'étude se montent à 15.2 milliards de francs. Ainsi, les grandes entreprises versent une contribution disproportionnée. D'autre part, dès 11,7 milliards de francs de Taxes borne et Taxes collected des participants, plus de 9 milliards de francs, soit 77%, proviennent des 32 entreprises cotées ayant pris part à l'étude.

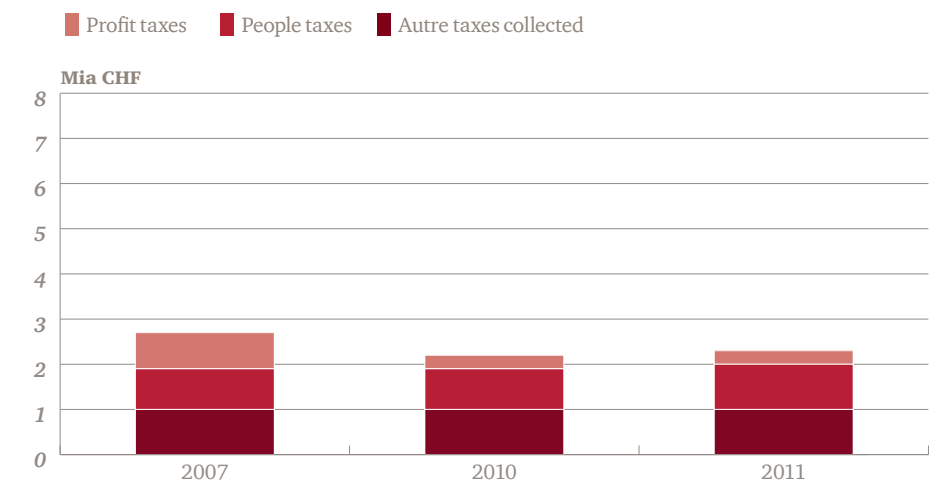
Près de 60% des contributions des personnes morales proviennent d'impôts sans lien avec le bénéfice réalisé par ces dernières. Ces impôts sont considérés par les entreprises comme des «coûts fixes», alors que les impôts sur le bénéfice fluctuent en fonction de la conjoncture. Par conséquent, une entreprise suisse moyenne a vu son TTR augmenté pendant la crise. La base de données 2011 faisait ressortir un TTR d'environ 32 %, ce qui est nettement supérieur au taux d'impôt moyen suisse d'environ 21 %.

Les effets de la crise financière et économique se voient au niveau de l'impôt sur le bénéfice des participants à l'étude. Ainsi, les Taxes borne et collected dans la catégorie «Profit» ont enregistré une baisse massive en 2010/2011 par rapport à 2007/2008: les entreprises ayant participé à l'étude ont enregistré moins de bénéfice en raison de la crise, avec pour conséquence directe une diminution des distributions de dividendes soumis à l'impôt anticipé. Les catégories «People», «Product» et «Property» ont été moins ou pas du tout touchées par la crise. Ces domaines qui ne sont pas dépendant des bénéfices jouent donc un rôle stabilisant important en ce qui concerne les recettes fiscales de l'Etat, surtout en temps de turbulences économiques. Les entreprises garantissent également en temps de crise une activité lucrative pour leurs employés, ce qui a un effet stabilisateur sur la consommation et soutient les assurances sociales.

### Taxes borne des participants des deux études TTC



### Taxes collected nettes des participants des deux études TTC



Il est à noter que les entreprises jouent également un rôle important en tant qu'encaisseur d'impôts pour l'Etat. Pour chaque franc que les participants à l'étude supportent eux-mêmes, ils encaissent 1.6 francs de Taxes collected. Les coûts de compliance sont un autre indicateur de l'aide que les entreprises fournissent à l'Etat en ce qui concerne l'encaissement des impôts. Il s'agit de toutes les charges internes et externes supportées par les entreprises et liées à l'administration des

divers impôts. La compliance coûte aux participants de l'étude TTC environ 45 million de francs par année, ce qui correspond à environ 0.5% de leur contribution fiscale totale ou environ 1% des Taxes borne. Les participants emploient environ 450 personnes afin de remplir correctement les obligations liées à la compliance, ce qui correspond à plus de la moitié des employés de l'Administration fédérale des contributions.